

[Text]

Il y a donc cet élément de la persuasion, et également l'élément de la collaboration. Quelle est essentiellement la volonté des provinces? Je dois avouer qu'elle varie autant que notre pays est immense. Il y a des provinces dont les gouvernements ne sont absolument pas convaincus, il y en a d'autres qui le sont presque, et il y en a d'autres qui le sont. On doit respecter ces nuances-là parce qu'elles sont la réalité du moment. Quand bien même je voudrais que tout le monde soit convaincu, ce n'est pas le cas. Pour ma part, je dois absolument gérer une réalité et non pas les espoirs ou les rêves que je peux entretenir.

M. Gervais: Merci, monsieur le ministre.

Le coprésident (M. Tremblay (Lotbinière)): Merci, monsieur Gervais.

Madame la sénatrice Lapointe.

La sénatrice Lapointe: Puisqu'il s'agit d'une réalité canadienne, pourquoi ne donnerait-on pas des cours de français au réseau anglais de Radio-Canada et des cours d'anglais au réseau français de Radio-Canada? Ces cours pourraient être présentés presque sous forme de divertissement comme c'était le cas autrefois, lorsque M^{me} Baillargeon donnait des cours de français aux jeunes au réseau anglais. Il y en a qui ont conservé un souvenir extraordinaire de ces émissions-là, et il y a même des gens qui ont maintenant 30 ou 35 ans et qui disent qu'ils ont appris et aimé le français à cause des émissions de M^{me} Baillargeon, qui est devenue juge de la Cour de la citoyenneté par la suite.

• 1105

M. Bouchard: Excellente idée.

La sénatrice Lapointe: Pourquoi est-ce que cela ne serait pas une réalité partout au pays? Cela ne ferait pas mal, tout le monde apprendrait en même temps et ce serait peut-être moins coûteux que de donner des cours plus ou moins organisés selon des provinces, et où on manque son coup très souvent.

M. Bouchard: Pourquoi Radio-Canada ne le fait-elle pas? Très humblement, je ne le sais pas. Quand j'étais aux Communications, j'ai appris un terme anglais que je ne connaissais pas: *arm's length*. J'ai appris ce que cela voulait dire. Donc, le contenu de la programmation de Radio-Canada est quelque chose qui appartient à la Société. Est-ce qu'on devrait tenir moins compte du facteur rentabilité et davantage du facteur qualitatif ou éducatif? Vous avez peut-être raison, mais je suis très mal placé pour le leur dire.

Je vais vous répondre autrement, madame Lapointe. Nous appuyons très fortement TV Ontario, entre autres, et Radio-Québec. On a parlé tout à l'heure de l'expansion possible des réseaux de télévision qui se définissent a priori comme éducatifs. En ce qui concerne TV Ontario, je ne me souviens pas exactement des montants qu'on donne. Je sais qu'on ajoute un montant de 300,000\$. On me dit qu'on donne au-delà d'un million de dollars à ce réseau pour lui permettre d'atteindre ses objectifs de formation essentiellement. Tout le monde sait que c'est aussi une préoccupation de Radio-Québec. J'aimerais quasiment mieux travailler sur cette base-là avec les différents réseaux, surtout qu'avec la télévision par satellite, on est déjà

[Translation]

So, there is this element of persuasion and also that of co-operation. What really is the will of the provinces? I think it is as varied as our country is huge. There are provinces where the government is not convinced, others, where the government is almost convinced and still others, where the government is convinced. We must remember that because it is the way things are at the moment. Although I may want all governments to be equally persuaded at the moment, such is simply not the case. I must deal with reality and not with any hopes or dreams I may have.

Mr. Gervais: Thank you, Mr. Minister.

The Joint Chairman (Mr. Tremblay (Lotbinière)): Thank you, Mr. Gervais.

Senator Lapointe.

Senator Lapointe: If it is a Canadian reality then why are there no English courses on Radio-Canada or French courses on CBC? There could be courses designed to be entertaining, the way they used to be when Mrs. Baillargeon gave French courses to young people on the English network. There are people who have very fond memories of her programs and even people of 30 or 35 years of age who learned and loved French thanks to Mrs. Baillargeon, who has since become a citizenship judge.

Mr. Bouchard: That's an excellent idea.

Senator Lapointe: Why could that not be a reality throughout the country? It would not hurt, everyone would learn at the same time and it might be less costly than offering courses which are more or less structured, depending on the province, and which are often a failure.

Mr. Bouchard: Why does the CBC not do it? In all honesty, I do not know. When I was with the Department of Communications, I learned an English expression I did not know: *arm's length*. I learned what it meant. The content of Radio-Canada's programming belongs to the Corporation. Should we put less emphasis on profitability and more on quality and educational aspects? Maybe you are right, but I am in no position to tell them so.

Mrs. Lapointe, I will give you a somewhat different answer. We give considerable support to TV Ontario, among others, and to Radio-Québec. We spoke earlier of the possible of expansion of television networks which consider themselves essentially educational. I do not remember the exact amount that we give to TV Ontario. I know that we are giving another \$300,000. I am told that we give over \$1 million to that network, essentially to enable it to reach its educational objectives. Everyone knows that that is also one of Radio-Québec's priorities. I would almost prefer to work on this basis with the different networks, especially given the fact that satellite television enables us to broadcast simultaneously in all